l'humanité rou



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Marchais à la Réunion

Internationalisme ou défense de la présence française?

EPUIS le début de la semaine, Georges Marchais effectue un voyage dans l'Île de la Réunion, colonie française de l'océan Indien baptisée « département d'Outre-mer ». Le secrétaire général du PCF y est l'invité du Parti communiste réunionnais dirigé par Paul Vergès. Cette visite qui se présente sous l'angle de la solidarité entre les deux partis et les deux peuples éclaire la réalité de la politique du PCF à l'égard des peuples des DOM-TOM soumis au colonialis-me français. Ainsi, l'Humanité rapporte dans son compte rendu que Marchais « a rappelé le soutien du PCF au droit du peuple réunionnais à l'autodétermination dans le cadre de la République française ».

Le ton est ainsi donné : les peuples soumis à la botte du colonialisme français ont le droit de décider librement de leur sort à condition que leur choix ne remette pas en cause l'appartenance à une république française qui leur fut imposée

et n'est maintenue qu'à coups de fusil. Bref, la question du droit à l'indépendance des peuples colonisés est réduite par le PCF à une discussion du même ordre que celle concernant le statut des régions en France. Singulière position anti-impérialiste! Pourtant, il est lourd pour le peuple réunionnais le bilan de la domination impérialiste française. Le représentant du PC réunionnais déclarait

entre autres - en 1976 dans son messa-ge au 22e congrès du PCF : « Dans l'ensemble du pays, le chômage atteins des proportions effrayantes : il y avait 5 000 chômeurs en 1963, aujourd'hui, ils sont 60 000 au moins sur une population de 480 000 habitants, ce qui représenterait à l'échelle de la France 6 à 7 millions de chômeurs »;

Comment transformer cette situation désastreuse sans briser le carcan colonial qui étouffe la Réunion, comment accéder à la dignité nationale sans rejeter la tutelle française ? Ce problème, les peuples colonisés l'ont tranché dans le passé en luttant pour l'indépendance, comme ils le font aujourd'hui des Antilles la Nouvelle Calédonie et aussi à la

dominés par l'impérialisme français. Quelle peut être l'attitude d'un parti communiste en France (dans la métropole impérialiste) sinon de soutenir totalement et sans arrière-pensée de telles exigences et luttes pour l'indépendance ! C'est la ferme position de notre Parti.

Réunion, dans tous les pays encore

C'est ce que ne fait pas aujourd'hui

Pourtant, son expérience en ce domai-ne et l'expérience de l'Algérie en particulier avait fourni de nombreuses indications sur le caractère erroné chauvin - de sa ligne. Thorez et le PCF tournérent gravement le dos à l'internationalisme quand ils se firent les champions de l'« Union française ». A l'époque aussi, on parlait d'autodétermitation pour l'Algérie « dans le cadre de l'Union française ». L'histoire a tranché. Autrement. Cette ligne eut aussi pour conséquence grave d'introduire des rapports de subordination entre le PC algérien et le PCF qui s'était installé dans le rôle de Parti-père.

Tout ceci constitua une entrave sérieuse, et non un encouragement, à la lutte d'indépendance du peuple algérien. En définitive, le PCF n'est aujourd'hui partisan que d'un aménagement « démocratique « de la domination coloniale sans que celle-ci soit remise en cause.

Quant aux rapports entre le PCF et le PC réunionnais, on se demande en quoi la présence de son secrétaire général. P. Verges, sur la liste PCF aux élections européennes, fera avancer d'un pouce la lutte anti-impérialiste du peuple réunionnais. A moins que ce ne soit le PCF qui en escompte un bénéfice électoral Pierre MARCEAU

A la veille du 6 avril Les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque

dans l'action

Des conditions sont réunis pour faire de la marche sur Dunkerque du vendredi 6 une grande étape d'unité et de solidarité entre ceux de Dunkerque, Denain et Longwy

Voir article page 3

Ils ont manifesté contre les licenciements Condamnés pour l'exemple

Deuxième jour du procès des manifestants du 23 mars Voir article page 3

La demi-heure de débrayage (pour le droit de manifester)

Pourquoi une riposte si limitée?

Voir article page 3

Répression à Carrefour-Hérouville (agglomération caennaise)

Comme Citroën, Carrefour fait appel à des gros bras

Correspondant Caen

ARREFOUR cencie le 19 mars empioye qui a soi-disant volé quatre croissants. Celui-ci entame une grève de la faim dans le local municipal de la galerie marchande, municipalité de gauche. Carrefour va alors utiliser tous les moyens y compris les plus fascistes pour briser cette action: engagement de videurs profes-sionnels, de gros bras fascistes de Citroën et utili-sation de la section FO de Carrefour, section comparable à la CFT Citroen. FO ne soutient pas la lut-te de Patrick, FO défend les intérêts de Carrefour et non des travailleurs, FO appelle à l'« élimination de la CFDT »

Séquestration de la municipalité de gauche par un commando du personnel et de videurs, le vendredi 30 pour faire pression sur les négociations et l'évacuation du local.

La présence de Patrick en effet beaucoup Carrefour, Les consommateurs sont directement informes et les benefices di minuent. Carrefour ne veut pas négocier avec le syndicat CFDT. Le samedi 31, un meeting rassemble plus de mille personnes à l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, FEN. Les meetings ont toujours été très calmes, pas de violence.

La violence vient de Carrefour. D'abord par les licenciements, c'est une violence faite aux travailleurs, par les contrats d'embauche à durée limitée, puis par l'embauche de videurs professionnels qui sont venus cogner sur une délégation qui voulait réintégrer Patrick au local municipal le lundi 2 avril dans l'aprèsmidi. En effet, la municipalité de gauche qui avait accepté sa présence au local, dans la galerie marchande pour suivre la grève de la faim, demandait son évacuation le samedi.

La justice bourgeoise, par l'intermédiaire du tribunal des référés, l'avait condamné à payer 5 000 F d'asmunicipalité d'Union de la gauche, a dit un conseiller, ne mêne pas des luttes, elle les soutient ». On voit bien ici de quelle façon. Les videurs, cadres, personnel de Carrefour, montés par FO ont cogné sur les membres de la délégation sauvage-ment, n'épargnant pas les femmes venues avec leurs enfants. Les journalistes ont été bousculés. Une manifestation de riposte était prévue ce mardi à 18 heures, riposte contre la violence de Carrefour. Les travailleurs des en-

treprises de l'agglomération caennaise étaient là bien déterminés à montrer à Carrefour ce qu'était la riposte unie des travailleurs. Mais encore une fois, les flics étaient là qui protégeaient les patrons alors que les manifestants s'engageaient dans la galerie marchande en scandant: « Direction fasciste ». Les flics cachés derrière les rayons sont sortis, des grenades lacrymogènes ont été tirées, les tirs se sont ooursuivis sur tout le par king de Carrefour : voilà le visage véritable des gardiens de la paix, comme ils

La population d'Herrouville, venue nombreuse, a pu se rendre compte d'où venait la violence ; les flics ont pourchassé les manifestants jusque dans le centre-ville.

Pas d'autonomes et pas de « gauchistes », seulement des travailleurs déterminés à faire respecter leurs droits syndicaux tout d'abord et à lutter contre toute attaque et agression du patron de choc. Citroen, Carrefour, même répression, même violence vis-à-vis des travailleurs. Alors qu'il y a plus de 50 000 chômeurs en Basse-Normandie, la réponse du patronat est toujours la même : les bandes fascistes et les flics.

CHINE

Le traité sino-soviétique

ENG Xiaoping l'avait dejà annoncé il y a quelques mois au moment de la signature du traité sinojaponais : le traité d'amitié et d'assistance sinosoviétique conclu à Moscou il y a 29 ans ne sera pas reconduit. Signé le 14 février 1950, le traité avait vite connu des problèmes dans les faits, étant donné la rupture non seulement sur le plan politique mais aussi économique entre Moscou et Pékin, au début des années soixante . On se souvient en effet que tous les experts russes en poste en Chine avaient été rappelés unilatéralement par Moscou et que tous les contrats avaient été cassés, toujours à l'initiative du Kremlin, mécontent de la volonté d'indépendance et des critiques politiques exprimées par Pékin. Depuis, le traité était de fait devenu lettre morte.

Le Coran réimprimé

ETAT chinois vient de décider de financer la réimpression du Coran et d'autoriser la réouverture d'une école coranique à Kunming, capitale de la province de Yunnan. Les quatre mosquées de Kunming (90 000 habitants dont 50 000 musulmans de la minorité des Hui) avaient été fermées en 1970 et réouvertes en juin 1977, après la chute de la Bande des Quatre. La religion en Chine n'a jamais été interdite par la Constitution mais les croyants avaient fait l'objet de persécutions au temps de la Bande des Quatre. La réouverture d'églises et de mosquées est donc strictement légale au regard de la Constitution socialiste, mais il ne faudrait pas oublier que la liberté de propager l'athéisme est, elle aussi, constitutionnelle et largement appliquée en Chine, comme le prouve le récent colloque qui s'est tenu sur l'athéisme.

Pékin soutiendra la Thaïlande en cas d'agression vietnamienne

APRES le journal Le Monde, la Chine est prête à soutenir la Thailande en cas d'attaque du Vietnam, a déclaré l'ambassadeur chinois à Bangkok, capitale de la Thailande dans une interview accordée au journal Bangkok Post « Si les hégémonistes vietnamiens lancent une offensive contre la Thailande, le peuple chinois se dressera certainement aux côtés du peuple thailandais. L'agression armée du Vietnam contre le Cambodge a directement menace la Thailande et tous les pays d'Asie du Sud-Est ».

VIETNAM

Mesures racistes à l'égard des ressortissants chinois

l'organe du Parti vietna mien, Nhan Dan a publié le 2 avril un appel à la population pour faire « la chasse » à ce que le journal appelle des « espions » chinois Des organismes de sécurite ont été crées partout à cet effet. De plus, les ressortissants chinois au Vietnam - dont une bonne part ont été contraints par le passé de prendre la nationalité vietnamienne – ont reçu le *« conseil »* de quitter Hanoï où its sont assez nombreux.

Même des fonctionnaires vietnamiens ayant de lointaines origines chinoises, ont été « mutés en province ».

Venant après l'expufsion de 200 000 ressortissants chinois, l'année dernière, ces mesures ont vraiment des relents de pur racisme : tout ce qui est chinois est suspect, donc susceptible d'être surveillé, éloigné, muté, exclu du Parti ou expulsé.

Un diplomate vietnamien menace de représailles des réfugiés au Canada

tions en provenance d'Ottawa, le ministre canadien des Affaires étrangères a ordonné le 29 mars au deuxième secrétaire de l'ambassade du Vietnam de quitter le Canada dans un délai de 72 heures, du fait qu'il s'était engage dans des « activités incompatibles avec son statut diplomalique ». Après en quête, la police a découvert que le deuxième secrétaire vietnamien était un agent de renseignements. Une personnalité officielle canadienne a révelé qu'il avait tente de faire pression sur des réfugies et des résidents vietnamiens au Canada pour les mettre à son service.

Il les a aussi menacés d'exercer des représailles sur leur famille restée au Vietnam s'ils n'obéissaient pas à ses ordres.

Le ministre des Affaires étrangères canadien a déclaré dans un communiqué que les activités de ce diplomate constituaient une violation des « libertés des Canadiens et des résidents de toute origine au Canada d'exprimer leurs opinions politiques ». Il a fait savoir que le gouvernement canadien « ne tolèrera aucune intervention de puissance étrangère dans l'exercice des droits individuels ».

Le diplomate-espion vietnamien a été déclaré » persona non grata », c'est-à-dire indésirable.

L'URSS contre le peuple éthiopien

ES patriotes éthiopiens nous ont fait parvenir un intéressant document portant sur la situation qui prévaut actuellement dans la corne de l'Afrique. Vu sa longueur, nous n'en reproduisons ci-dessous que quelques extraits qui portent sur la dénonciation du rôle du social-impérialisme dans cette situation.

Après avoir évoqué l'histoire de la lutte antiféodale et anti-impérialiste du peuple éthiopien, le texte explique comment l'URSS a attisé le conflit existant entre l'Ethiopie et ses voisins soudarais et somalien.

" Dans le même temps, l'URSS s'attache à exploiter le conflit en Erythrée tout comme l'impérialisme américain du temps de l'em-pereur Hailé Selassié, l'exploitant pour accroître sa mainmise sur l'Ethiopie. Elle accorde au régime éthiopien une aide militaire au compte-goutte, directement proportionnelle aux concessions qu'elle arrache. Ne 'engageant pas de façon tout azimut au côté du régime éthiopien, elle prolongera une situation de ni guerre ni paix, ménageant ainsi son influence en Erythree, son image de marque à l'extérieur et ses possibilités de pression sur le régime militaire éthiopien.

Une fois le régime éthiopien totalement acquis, l'URSS n'exclut pas la possibilité d'entamer un génocide en Erythrée pour : soit écraser la résistance érythréenne, soit imposer au mouvement de libération « une solution politique » sous son hégémonie. Le génocide est aujourd'hui entamé (...) UNE INDÉPENDANCE NATIONALE BAFOUÉE

Aussi bien dans le domaine de la politique extérieure que dans celui de la politique intérieure, l'Ethiopie obéit aux ordres stricts du Kremlin.

La condamnation du Parti communiste chinois par le chef de l'Etat lors de la commémoration du 4e anniversaire de la chute de Hailé Sélassié (12 septembre 1978) est un exemple révélateur. Ajoutée à la dernière minute sous les exigences de Fidel Castro ou menaçait d'annuler sa présence aux cérémonies de commémoration, cette partie du discours du chef de l'Etat traduit parfaitement le degré de soumission aux exigences du Kremlin. A ce titre, la prise de position du régime militaire ne doit pas porter ombrage à la fra-ternité historique entre la Chine et le peuple éthio-pien, mais doit blen au contraire être considérée comme une capitulation honteuse et une atteinte à notre dignité nationale. (...)

Sur le plan économique, les dettes contractées pour l'achat de matériel militaire (un milliard de dollars) ont mis l'Ethiopie dans une situation tributaire. En un an, le social-imperialisme a fourni au Deurg autant de matériel militaire que l'impérialisme américain a livré à
Hailé Sélassié durant 20
ans. Cette livraison massive
est loin d'être gratuite. Le
« camp socialiste » a exigé
un remboursement dans un
bref délai. Par voie de consèquences, l'exportation des
matières premières et notamment du café, est exclusivement dirigée vers ces pays.
Le manque en devises étrangères qui en découle limite
considérablement le marché.
L'importation se limite
donc à des produits venant
des dits pays.

L'Ethlopie a ouvert la voie à tous les experts et les compagnies de ces pays qui s'emploient de plus en plus à l'exploitation des richesses et des forces vives de la nation.

Le social-impérialisme a installé une base militaire dans les îles de Dahlak. Il est prévu que l'ancienne base américaine de Kagnew soit aménagée pour l'installation des troupes du Pacte de Varsovie.

de Varsovie. (... La répression exercée sur l'opposition de gauche ani-mée essentiellement par le Mouvement socialiste panethiopien est à la mesure de l'encadrement forcé de toute la population. Alors que la grande majorité des comités populaires s'aligne sur les positions de cette opposition, le Deurg a im-posé à l'ensemble des comités sa propre direction arbitrairement désignée. Ceux qui, choisis par le peuple, avaient assumé le rôle de dirigeants durant la période de bouleversement révolutionnaire sont aujourd'hui en prison. On dénombre en tout environ 20 000 prisonniers politiques, oppo-sant à la politique de trahison du Deurg.

Dans chaque structure politique, économique, militaire et sociale, y compris dans les comités populaires, des ressortissants soviétiques siègent à titre de conseillers. Les services de sécurité sont aux mains du KGB et exercent une chasse à l'homme sans scrupules et particulièrement à l'égard des socialistes authentiques, des démocrates et des patriotes. (...)

LE PEUPLE ÉTHIOPIEN EST CONTRE LA DOMINATION DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Les peuples d'Ethiopie sont dans leur immense majorité favorables à la Révolution nationale démocratique. Le Deurg et son allié le social-impérialisme russe est hostile à cette révolution. Et c'est cette contradiction fondamentale qui mobilise aujourd'hui l'ensemble des classes et couches sociales opprimées contre le régime bureaucratique et ses maîtres impérialistes...

Le masque du socialimpérialisme s'effrite
partout dans le monde et,
en Ethiopie comme au Kampuchea, sa défaite est inéluctable. Notre pays et
notre région seront pour le
social-impérialisme ce que
fut l'Indochine pour l'impérialisme américain. Ce sera
notre contribution à la
victoire des peuples du monde sur la domination et
l'exploitation et, à leurs
côtés, les patriotes éthiopiens apportent aujourd'hui
la leur pour la défaite des
impérialistes de tous bords.

Des patriotes éthiopiens

Manifestations antinucléaires en Europe



LUSIEURS manifestations antinucléaires ont eu lieu un peu partout en Europe à la suite de la catastrophe de Harrisbourg. A Hanovre, en RFA, 35 000 personnes ont défilé au cri de « Nous vivons tous en Pennsylvanie ! ». Plusieurs accidents ont eu lieu ces dernières années en RFA. En 1975, deux

ouvriers sont morts après avoir été irradiés en fixant une

valve d'un système de refroidissement.

En Suède et au Danemark, le Parlement a été saisi de questions ayant trait à la sécurité des installations existanA la veille du 6 avril

Les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque sont entrés dans l'action

De notre correspondan du Nord.

UNDI 2 avril, dans le milieu de la matinée, les grévistes du parc à brames * ont reconduit leur greve qui entre maintenant dans son sixième jour. En fin de matinée, ils ont occupe, pendant une heure, le service informatique de l'entreprise « tête pensante » du processus de fabrication à début d'après-midi, les gré-vistes ont bloqué l'autorou-te vers Lille et Calais : un certain motard venu sur les lieux pour « rétablir l'ordre » s'en souviendra longtemps; il n'a pu repartir avec sa moto dont les pneus s'étaient subitement dégonflés tandis que la clé de contact avait disparu.

Des dimanche ler avril, la direction de l'entreprise lock-outé l'aciérie No 2. Cette mesure devant être étendue rapidement aux quatre hauts fourneaux de l'usine, mais, des lundi, les fondeurs du haut fourneau 4 décidaient de transformer le lock-out en grève sur les revendications (les salaires notamment). Actuellement, 8 500 travailleurs sont lock-outés. La décision de transformer le lock-out de la direction en grève des travailleurs répond à l'aspiration unanime des sidérurgistes pour qui l'heu-re de la lutte a sonné. Rallier à l'action ceux de Mardyck devient une exigence vitale.

Ce vendredi 6 avril, c'est la marche sur Usinor-Dunkerque de ceux de Longwy, Denain, Sedan, Voilà une occasion de concrétiser dans l'action la solidarité des sidérurgistes, de briser l'isole-ment entre bassins, d'échanger les expériences, de faire obstacle aux manœuvres de division du patronat. On le sait : il y a une profonde unité, de fait, entre les sidérurgistes des unités menacées de fermetures et

ceux qui travaillent dans les entreprises où, comme à Dunkerque, la productivi-té est développée au maximum. Dans ces conditions, limiter la marche sur Dunkerque à l'envoi de délé-gations composées uniquement de délégués, ne répond véritablement pas à l'attente des sidérurgistes qui sou-haitent ardamment que la lutte se développe en pleine coordination et solidarité avec les bassins de Longwy

à Dunkerque. Contre Usinor : Dunkerque, Denain, Longwy, soli-

Non au lock-out! Pas un seul licenciement ! Une classe d'augmenta-

Remi DAINVILLE

* Nous avons malencontreu-sement écrit dans notre édition d'hier « quartier Abrames » au lieu de « parc à brames ». Nous nous en excusons aupres de nos

La demi-heure de débrayage (pour le droit de manifestation)

Pourquoi une riposte si limitée?

A semaine passée, Giscard s'en prenait au droit de manifestation des travailleurs. Un pas de plus contre le peuple de notre pays. Pour riposter à une telle intimidation, une demi-heure de débrayage! Autant dire un petit quelque chose pour ne pas être accusés par les travailleurs de n'avoir rien fait. Les dirigeants nationaux de la CGT, CFDT et FEN ne pouvaient faire moins! Quant à ceux de FO, n'en parlons même pas : leur long service des intérêts du patronat a commencé dès avant leur naissance en tentant de faire éclater la CGT.

Mais la manifestation du 23 mars et la « riposte » d'une demi-heure méritent qu'on s'y attarde un peu. Comment se fait-il que la CGT dont le rude et parfois sanglant combat contre les exploiteurs a jalonné toute son histoire ne puisse plus dans une manifestation de plus de 100 000 personnes venir à bout de provocateurs qui servent les desseins de Giscard? Comment se fait-il qu'avant la fin d'une manifestation de cette importance, elle capitule et soit obligée de donner l'ordre de dispersion alors que manifestement de nombreux travailleurs présents attendaient quelque chose, sans trop savoir quoi, mais ne voulaient pas s'incliner ainsi devant les forces de répression bourgeoises, les provocateurs numéro 1 ?

On ne peut répondre à cette question sans considé-rer le fait que le PC dirige la CGT. Certes, s'il a acquis ce rôle de direction c'est grace au dévouement sans bornes dont, au fil des décénnies, de nombreux militants communistes ont fait preuve pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. N'en déplaise à Mit-

terrand, ce n'est pas tombé

Mais aujourd'hui, ce parti qui a longtemps porté les espoirs d'émancipation des exploités, a abandonné la seule voie juste qui permet d'atteindre ce but quand les conditions sont mures, la voie révolutionnaire, la voie de la juste et nécessaire violence des masses pour

renverser leurs exploiteurs. Cette voie-là, son dernier congrès l'a explicitement condamnée.

Alors la seule possibilité qu'il lui reste pour ne pas décevoir les espoirs des tra-vailleurs c'est de leur faire croire qu'une amélioration de leur conditions viendra du bulletin de vote.

Bref, les dirigeants du PCF ont tranformé ce parti de parti révolutionnaire en parti électoraliste bourgeois.

Et fondamentalement, c'est cela qui explique le terme de la manifestation du 23 et la demi-heure de dé-brayage entre autres. N'éduquant plus les travailleurs dans le sens de cette violence de classe qui sera néces-saire pour se débarrasser des exploiteurs, il les laisse dé-sarmés idéologiquement et les bras ballants devant les charges des CRS.

Où est-il donc le temps où Marty conseillait forte-ment aux militants de confectionner de solides piquets pour tenir les bande-roles? Si à l'époque les gardes mobiles ou les provocateurs voulaient faire les malins, ils savaient par avance que cela ne se passerait

pas comme ca!

De Gaulle, Pompidou et
Giscard ont compris tout
l'avantage qu'ils pouvaient
tirer de l'abandon d'une telle voie. Ils assenent des coups de massue aux travailleurs car, par avance, ils savent que la riposte restera dans des limites très acceptables pour eux.

Mais des manifestations qui se terminent dans l'a-mertume pour les travail-leurs qui n'ont meme pas pu démarrer conduisent au défaitisme. Comment s'étonner que de nombreux travailleurs s'écœurent et se découragent ? Comment s'étonner alors que d'autres se réfugient dans des actions gauchistes, actions de déses-

Quant à nous, nous pensons que pour sortir de l'im-passe, il faut continuer à édifier le Parti communiste marxiste-léniniste, qui prenne le flambeau du PCF quand il était encore le parti de la Révolution.

La bourgeoisie, en fa-ce les faits de tous les jours le montrent - est très bien organisée. La classe ouvrière doit s'organiser pour pouvoir un jour la ren-verser. Cette organisation, ce parti, le parti communiste marxiste-léniniste existe. Là où il est présent, ses militants se battent à côtés. Militants du PCF. travailleurs combatifs troublés par les réactions de votre parti n'hésitez pas à aller dialoguer avec eux! René BREAND

Ils ont manifesté contre les licenciements

Condamnés pour l'exemple!

Deuxième jour de procès des manifestants du 23 mars

condamnations de lundi à l'encontre de sept manifestants du 23 mars, la 23e chambre correctionnelle de Paris a continué mardi son sale travail, completant ainsi celui de la police dont elle sem-blait plus un auxiliaire qu'autre chose tant les policiers de service faisaient la loi aux audiences.

Laurent Poey, étudiant de 24 ans, était condamné à deux ans de prison dont un avec sursis.

André Tullet, aide-comp table, 20 ans, écopait lui, de quinze mois de la même peine dont huit avec sursis. Qu'ont-ils fait le 23 mars ?

Tout simplement lors d'une charge des flics, ils ont ramassé par terre des projectiles, cailloux et billes. et les ont lancés sur les flics.

Tous deux ont déclaré qu'ils étaient venus manifester contre le chômage « qui risque de les menacer ». Quant à leur geste de défense contre les flics, contrairement à ce que dit le journal de PCF l'Humanité. de ce matin, il est parfaitement légitime. C'est celui qu'aurait effectue tout manifestant décidé à défendre son travail et à manifester. Evidemment, le tribunal, lui, ne pense pas de même et a donc lourdement condamné ces deux manifestants. Les autres peines prononcées, toujours contre de simples manifestants qui finalement n'ont rien cassé du sont les suivantes

Marc Bourdon, chômeur, 28 ans, a été condamné à 18 mois ferme. Roger Marin de Longwy, à 10 mois dont 6 avec sursis. Tous étaient accusés de « violences à agents »

Un dernier accusé, Georges Croissant, sera peut-être traduit en cour d'assise. Les policiers l'accusent d'avoir porté à l'un d'entre eux des coups de gouge, ce qu'il démentira formellement au cours de l'audience.

Le tribunal, un fois de plus, et malgré la faiblesse des accusations et la minceur des faits et preuves, a donc lourdement condamné, obéissant sans doute aux consignes venues d'en-haut.

Au cours de l'audience de mardi, un professeur, collaborateur de Libération, Patrick Ruel, a expliqué, en qualité de témoin, com-ment les policiers s'y sont pris pour choisir les futurs condamnés. Alors que l'ordre de dislocation venait d'être donné il s'apprétait à quitter la place de la République quand des CRS venus Nantes chargerent avec violence, sans qu'aucun incident n'ait pourtant eu lieu. Il fut matraqué et interpellé Après, il fut conduit dans un car de police. Ce dernier après avoir roule 20 minu-tes, stoppa à l'angle du boulevard Jean-Jaurès et du boulevard de la Villette.

Ordre fut donné aux poli-ciers susceptibles de reconnaître des manifestants de se rassembler. Les personnes arrêtées défilèrent alors devant une quinzaine de po-liciers qui désignaient « celui-ci, celui-là », après pas mal "d'hésitations. Il fallait à toute force des boucs émissaires pour faire un

Les audiences doivent se poursuivre encore aujour-

Un millier de lycéens ont manifesté mardi à Paris contre la condamnation prononcée par la 23e chambre de Paris à l'encontre de Gilles Desraisse, lui aussi ly-céen. Celui-ci a écopé de 15 mois de prison dont 7 avec sursis. Les lycéens récla-maient la libération de Gilles et des autres condamRésultats partiels des élections municipales en Espagne

80 élus pour les marxistes-léninistes

ARDI 3 avril, ont eu lieu en Espagne les premières élections municipales depuis 1931. Le dépouillement des votes étant particulièrement lent, on avait encore peu de résultats dans la nuit de mardi à mercredi. Cependant, à minuit, on apprenaît par les ca-marades de l'ORT que les marxistes léninistes avaient déjà, alors que les résultats étaient partiels, 80 conseillers municipaux élus.

A Aranjuez, cette ville de 50 000 habitants, située au sud de Madrid, cinq candidats de la liste de ΓΟRΤ étaient élus (aux élections législatives, ΓΟRΤ avait recueilli 17% des voix dans cette ville). A Getafe, cinq membres de la liste de l'ORT sont élus dans cette banlieue de Madrid, fiel traditionnel du PCE. Autant dire, qu'à la vue de ces premiers résultats encourageants, l'optimisme était de rigueur au siège de l'ORT

Concernant les autres formations politiques, peu d'informations nous sont parvenues. On sait d'avance que dans de nombreux villages de province, l'UCD, le parti gouvernemental aura ses représentants élus, faute d'adversaires en face.

Il nous faut donc attendre demain, pour commenter des élections. Il semble que le taux d'abstentions a été très élevé : par exemple, à Madrid, moins de 50% des électeurs s'étaient prononcés à 18 h, deux heures avant la fermeture des bureaux de vote.





Manifestation parents-enseignants à Montpellier contre les fermetures de classes. Photo Yves Le Thinh.

Parents et enseignants contre Beullac

L'unité à la base peut renverser bien d'obstacles!

une ampleur inégale selon les régions, selon, surtout, l'unité qui se crée entre qués et les non-syndiqués. Les quelques exemples que nous avons rassemblés témoignent de ces différentes situations. Certes, ils ne brossent pas un tableau complet des luttes des enseignants

La participation des mi-litants du PCF aux luttes à l'école n'est pas à remettre en question. Cependant cet engagement ne signifie pas pour autant qu'ils appli-quent la ligne de leur Parti ou la ligne nationale de la tendance qu'ils animent au sein du SNI, à savoir Unité et action : UA.

En Seine et Marne, le bu-

reau départemental du SNI (tendance Unité et Action) lance un mot d'ordre de grève pour le 6 février, lors de la réunion du Comité technique paritaire (réunissant des représentants syndicaux et de l'administration, appareil uniquement consultatif) qui se prononce sur les 90 suppressions de postes prevus.

Bien d'obstacles

2 000 instituteurs répondent à cet appel et manifestent. Devant l'école normale des garçons, la tendance majoritaire du SNI (l'UA) annonce qu'une délégation composée de membres du PCF, du PS, de représentants syndicaux et de la FCPE (Fédération Cornec des parents d'élèves) va être reque par l'inspecteur. Des militants du SGEN, de l'École émancipée (*) soutenus par d'autres manifestants expliquent que la ma-nifestation doit pénétrer dans l'école normale. Des militants du PCF et du SNI (PUA) bloquent les grilles. Des manifestants les pressent, sans violence, pour franchir ses grilles. Alors des militants du PCF les frappent, suscitant de vives protestations entre autres, parmi des adhérents de l'UA et la manifestation s'engage dans l'école normale. Le retour de la délégation n'apporte guère de bonnes nouvelles.

Il est sur que cet exemple comme celui de Montpellier, quoique moins extrême ne contribue pas à 呈 l'unité des travailleurs

A Montpellier, le comi-

té de coordination - pa-rents et enseignants - décide le samedi 17 mars de passer à FR3 pour exposer leur lutte contre les fermetures de classe. La direction de FR3 propose de lire un rexte. pendant 15 SECO à l'antenne. Etle s'engage, par ailleurs, à organiser prochainement un débat entre le recteur et un membre du comité de coordination. Des militants du PCF applaudissent à cette proposition. Un vote a lieu: 21 personnes se prononcent pour rester 26 pour partir. La majorité de la délégation a été ébranlée par la position du PCF, mais désorientée aussi. Etaient-ils venus pour exposer leur lutte sur l'antenne ou pour obtenir éventuellement la chance de dis-cuter avec le recteur à la télévision?

Le manque d'unité sur une action, ou une hésitation, ou une désertion désorganisent la lutte.

Sur la région de Massy Palaiseau, Igny (91), 154 fermetures de classes sont prévues. En riposte, le SNES, le SNI, le SGEN, la FCPE (Cornec) decident d'une manifestation com-

ES luttes à l'école se développent avec et des parents contre le redéploiement de Beullac. Ils ne présentent ni un tableau sombre, ni idyllique de la situation des luttes. Ils montrent que les obstacles dressés, bien souvent par les directions syndicales, sont parfois de taille mais peuvent être renversés par l'unité par un réel souci de démocratie, d'égalité, d'unité à la base.

> mune puis le SNI se retire de l'appel à la manifesta-Pourquoi une telle attitude? Les menaces de fermeture de classe ontelles été levées ?

Quand mobilisation se conjugue avec manque de coordination... à Reims, le vendredi 30 mars, une greve académique est décidée par le SNES et le SCEN pour exiger plus de cinq créations de postes en primaire et s'opposer aux treize suppressions de postes dans le secondaire... mais le SNES appelle à un rassemblement le matin et le SGEN l'après-

Des atouts indiscutables

Cependant ces errements, ces erreurs ne sont pas l'aspect unique des luttes à l'école. Des erreurs d'appréciation peuvent être contrebalancées par la persuasion, par exemple. A Vitrolles, dans la banlieue de Mar-seille, un comité de coordination rassemblant des élèves, des parents et des enseignants se crée. Après le de l'inspection mique d'accéder à leurs revendications (manque de professeurs), le comité de coordination décide l'occupation du CES le vendredi 30 mars. Tout le monde est d'accord, sauf la fédération des parents Lagarde. Alors une délégation d'enseignants a assisté à une assemblée générale de la fédération Lagarde après de longues discussion ils sont parvenus à rallier l'ensemble des participants Lagarde au comité de coordination et à l'occupation du CES.

La persuasion, l'unité d'action à la base sont effectivement des atouts indiscutables pour aboutir.

Dans « L'École libératri-

ce », organe du SNI, il n'est pas rare de lire des règlements de compte avec le SGEN/CFDT. Est-ce qu'une telle position a empêché que le SGEN et le SNI-PEGC appellent unitairement à une grève tournante à Vénissieux contre trente fermetures de classe ?

A Bretigny-sur-Orge (Essonne), les enseignants et les parents d'élèves se sont mobilisés particulièrement sur le non-remplacement des instituteurs. Une assemblée générale a regroupe des adhérents du SNI, du SGEN et des non-syndiqués. La mobilisation a une base très large, le son-dage réalisé parmi les instituteurs en fournit la preuve. 60 % d'entre eux étaient déterminés à se mettre en grève si la situation ne se débloquait pas. Phénomène qui ne s'était pas reproduit depuis 1968.

Les exemples d'unité et de démocratie rivalisent. En Vendée, de nombreuses suppressions et transferts de postes (37) dans le second degré, des fermetures de sections, surtout dans le secteur technique sont prévues. Les professeurs de 26 établissements ont décidé alors une grève administrative soutenue par le SGEN, le SNES et le SNETP-CGT.

Dans le Rhône, des enseignants ont débattu avec les parents d'élèves sur la grille Guichard (*). Dès lors, l'information et la lutte ne sont plus réservées à des « spécialistes ». A Vénissieux, les délégations sont



JOURNEES DE SOLIDARITE A DUNKERQUE, DENAIN ET LONGWY

Les enseignants solidaires avec les sidérurgistes

A solidarité entre les travailleurs n'est pas un vain mot. Elle se crée entre sidérurgistes et enseignants comme l'illustrent les deux motions suivantes. Elles sont à mettre en avant car elles brisent, par leur existence propre, la division qu'entretient soigneusement le gouvernement entre « manuels » et « intellectuels », par exemple.

Motion de soutien aux sidérurgistes de Longwy.

ES participants au stage de formation CFDT du SGEN 1e et 2e degrés de l'Essonne tiennent à assurer de leur soutien et s'engagent à informer régulièrement 'les travailleurs de l'Education nationale des problèmes vitaux posés à la sidérurgie et par là même à la population de toute une région. Nous revendiquons fermement pour tous le droit de vivre et de travailler au pays, notamment pour les jeunes sortant de l'école qui doivent avoir d'autres solutions que le chômage ou l'emigration que l'économie capitaliste leur impo-

SGEN/CFDT (Administration centrale— Education - Universités - Jeunesse et Sport et Loisirs), appel à la manifestation du 23 mars, à Paris le 21 mars 1979.

EPUIS plusieurs mois, les sidérurgistes sont en lutte contre les 20 000 licenciements et la fermeture de certaines usines prévues par le gouvernement et le patronat. Le vendredi 23 mars, ils manifesteront à Paris. Le SGEN-CFDT (Administration centrale-Education-Universités-Jeunesse Sports et Loisirs) vous appelle à une grève de solidarité et à la manifestation prévue. Pourquoi

Parce que, particulièrement frappés par la crise, les sidérurgistes mênent une lutte résolue contre la restructuration au capitalisme.

En effet, la responsabilité de cette situation n'incombe pas à de mauvais gestionnaires que serait le gouvernement Giscard-Barre ou à « l'Europe allemande », mais bien à la crise du système capitaliste.

Parce que la lutte des sidérurgistes met en évidence la nécessité de détruire le système capitaliste pour en finir avec le chômage.

Parce que c'est l'occasion pour les travailleurs des ministères Education-Universités-Jeunesse Sports et Loisirs de manifester leur solidarité et leur unité avec les ouvriers en lutte. En effet, le refus opposé à nos revendications et la politique de restructuration et de « redéploie-ment » montrent que l'Etat capitaliste ne nous épargne pas non plus

composées de parents et fectifs à 25 et contre les d'epseignants pour des ef- 30 fermetures de classe.

Des enfants entassés : le problème de tous

Des enfants de mater-nelle entassés à 35 dans un dortoir parce que leur école a brûlé, c'est le problè-me de tous. C'est bien ainsi du reste, qu'il a été compris, A Grigny, à la Grande Bor-ne dans l'Essonne, ce sont non seulement les institutrices, les parents de la FCPE Cornec mais aussi le personnel de service à qui on fait signer des pétitions, tirer des tracts, avec qui on a organisé des délégations et des manifestations pour que l'école soit reconstruite.

Les problèmes scolaires ne concernent pas unique-

ment les enseignants et les parents mais toute organisation de masse, syndicale, préoccupée de la défense des intérêts des travailleurs. Dans ce cadre, le SGEN, le SNI, le SNES, le FCPE, la mairie d'Ulis (Essonne), l'union locale CGT, l'union locale CFDT se sont mobilisés contre la suppression de quatre postes en maternelle, de trois en primaire, de quatre en secondaire et de deux postes d'agents de service au lycée d'Orsay.

Nathalie VILLOTIERS

La réduction du temps de travail

150 ans de lutte pour le droit de vivre

U 2 au 7 avril, la CFD1 a lancé une campagne nationale pour la réduction du temps de travail, pour les 35 heures. « Il faut que cette semaine permette un vaste débat avec les travailleurs, à la fois pour préciser la revendication, l'adapter aux réalités et pour envisager les suttes », précise l'appel confédéral. Nous profitons de l'occasion pour approfondur cette revendication fondamentalement anticapitaliste, présentée aujourd'hui par les syndicats comme un moyen de lutter contre le chômage. Premier élément de réflexion aujourd hui : la résistance farouche des capitalistes à réduire les horaires, en faisant un retour en arrière sur la tégislation.

De tout temps, pour les capitalistes, le temps (travaillé) a été de l'argent. C'est pourquoi la bataille pour la réduction du temps de travail a toujours été la bataille la plus duré de la classe ouvrière. L'intérêt des capitalistes, c'est bien évidemment d'augmenter la productivité tout en maintenant, voire en allongeant, le temps de travail. Ils veulent jouer sur les deux tableaux. C'est pourquoi la durée de la journée de travail a toujours été un enjeu et le reste, même aujourd'hui, en période de crise.

C'est au 20e siecle, au moment où la législation du travail s'est mise en place, que la bataille a été la plus apre. Nous allons prendre quelques exemples significatifs pour le montrer*. LA QUESTION DU REPOS LE DIMANCHE

181#: une loi est votée prescrivant le repos obligatoire du dimanche. En 1830 cette loi n'est plus appliquée. Il faut attendre 1881 pour que la Chambre des députés vote la journée de 11 heures, six jours par semaine pour les mineurs de
moins de 18 ans et les femmes. Mais la loi est repoussee par le Senat et c'est en
1892 que le gouvernement
dépose un projet de loi
pour le repos obligatoire
du dimanche, pour tous,
cette fois : la loi Dumonteil, dix heures par jour,
60 heures par semaine.

C'était le résultat d'une dure bagarre sur laquelle les ouvriers s'étaient aussi mobilisés: en 1876, une « Fédération internationale pour l'abservation du dimanche » était crée et en 1880, le congrès du parti ouvrier français réclamait le repos hebdomadaire. En 1888, c'est une « Ligue populaire pour le repos du dimanche » qui s'est créée. A partir de 1888, le congrès des syndicats se prononce pour des manifestations sur la base de la journée de 8 heures et les organise.

Pourtant, ce n'est qu'en 1902 que la Chambre vote le repos hebdomadaire et en 1906 que la loi est finalement votée. Il a fallu donc presque cent ans pour l'application du repos hebdoma-

LA DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

La durée de la journée de travail a, elle, rencontré encore plus de difficultés: par exemple, dans la seule année 1848, le 2 mars, le gouvernement publie un décret pour la réduction du temps de travail. Le 9 septembre, un décret-loi abroge le décret du 2 mars et interdit de dépasser douze heures par jour. Mais les 17 mai et 24 juin 1851, d'autres décrets autorisent pour l'industrie et les ateliers le dépassement des douze heures... et ainsi de suite. Après la longue bataille des travailleurs, la loi

des huit heures est votée en 1919, et en juin 1936 la loi des quarante heures. Lois non encore totalement appliquées aujourd'hui. Des 1937, un premier décret autorise les heures supplémentaires. C'est une lutte continue, entre prolétarial et capitalistes.

Car la réduction d'horaire est bien réellement liée au rapport de force de la classe ouvrière plus qu'à des contingences économiques. Comment expliquer autrement que la loi des huit heures soit votée en 1919, en pleine reconstruction d'après-guerre, au moment où la population est la moins nombreuse? Sinon par la formidable ascension du mouvement ouvrier qui allait aboutir en 1921 à la création du PCF?

C'est un premier élément de réflexion pour replacer la campagne syndicale, de la CFDT surtout, a travailler moins pour travailler tous et vivre mieux », sous un éclairage qui permette de comprendre : y at-il un lien entre la durée du travail et le plein emploi ?

* Les dates sont extraites de la chronologie publiée par J.L. Bodiguel dans sa thèse « La réduction du temps de travail ».

FIRALES TATURALES CURULINS VIDE CARULE

Commission of the Commission of the Carule of

Avoir le temps de se reposer et de se distraire, c'est la nécessité qui a été arrachée aux patrons par 150 ans de lutte.

PS: Le premier congrès après l'échec de mars 78

Impasses socialesdémocrates!

E congrès du PS aura lieu le week-end prochain. Il est certain que Mitterrand continuera d'occuper le poste de premier secrétaire et que la nouvelle majorité du PS se fera autour de lui et de ses orientations. Il n'en demeure pas moins qu'après le congrès, comme avant, le PS restera profondément divisé entre deux tendances principales dont les chefs de file sont Mitterrand et Rocard.

En décembre Rocard et Mauroy qui faisaient alors cause commune ouvertement, avaient effectué une percée au sein de la direction du PS où le rapport de force leur était favorable. Mitterrand, lui, était relativement en difficulté. Depuis sept contributions avaient été déposées, représentant autant de tendances. Ces dernières semaines, enfin, dans chaque fédération, les militants ont eu à voter sur ces tendances. Les résultats de ce « sondage » sont les suivants : Mitterrand et ses partisans obtiennent 40,1% des suffrages, Rocard 20,4%, Maurois 13,6% le CERES 14,14%, Defferre 7,8%, Pierret, dissident du CERES 3,2% et la tendance femmes 0,3%. La première mière constatation à faire réside dans la division du PS. Celle-ci réside moins dans le nombre des tendances (sept est un chiffre normal pour le PS) que dans les orientations tactiques très différentes qu'expriment les principales ten-dances (Voir l'Humanité rouge du 5 janvier).

Seconde constatation : le fait que 40 % des militants du PS alent voté pour Mitterrand montre, semble-t-il, que les espoirs placés dans une hypothétique union de la gauche restent vivaces.

Les 20% de Rocard illustrent sans doute qu'une minorité importante de ces militants au contraire ont fait leur deuil d'une alliance avec le PCF. On sait que Rocard ne fonde pas son orientation sur l'axe PC-PS comme Mitterrand.

Le CERES, quant à lui, est devenu une tendance en déclin. En 1971, il représentait 32,1 % des militants du PS.

Quoi qu'il en soit, le congrès ne changera rien à la division du PS ni à l'impasse qu'elle reflète et dans laquelle se trouvent ses dirigeants sociaux-démocrates. Il ne suffit pas qu'un congrès approuve la politique d'union de la gauche pour que celle-ci existe dans la réalité.

Centrale nucléaire de Three Mile

L'incertitude demeure

THREE Mile Island, c'est l'incertitude sur ce qui se passe dans le réacteur nucléaire. Lundi, les experts de la centrale avaient annoncé que la bulle radioactive diminuait de volume et que la température baissait. Les experts fédéraux, mardi, indiquaient que rien ne permettait de le dire. Aucune mesure n'est possible, semble-t-il, en effet sur ce qui se passe au cœur de la centrale : les appareils de mesure de la radioactivité seraient tombés en panne à cause de la trop forte radioactivité. Les informations, contradictoires, se succèdent. Mercredi matin, on annonçait que la bulle était résorbée.

Conseil des ministres sur le nucléaire

E conseil des ministres doit, mercredi, examiner à nouveau le programme nucléaire français. Il serait question de sécurité mais certainement pas de ralentissement de ce programme. Nous y reviendrons demain.

Deux nouveaux incidents dans des centrales nucléaires

KARLSRUHE, en RFA, le réacteur nucléaire du centre de recherche installé dans cette ville a été parrêté lundi à la suite d'une panne d'un circuit de refroidissement. L'incident détecté assez tôt n'a pas eu d'effet nocif.

N Corée du Sud, à Séoul, une fuite d'eau radioactive s'est produite dans l'unique centrale nucléaire de ce pays. La centrale du même type que celle de Three Mile Island a été arrêtée le 27 mars dernier à la suite de cet incident.

THE BANK STATE BOLDE - Toold 5 avril 1979

De notre correspondante

THE THE PARTY OF T

L'avocat général en délire?

I l'on en croit l'heb-domadaire Le Ca-nard Enchainé, géné-ralement fort bien renseigné, l'avocat général Olivier se li-vrerait en genre a le me rations du genre : « Je me propose de requérir la peine mort » concernant la trentaine de patriotes corses déférés devant la Cour de Sûreté de l'Etat!

Comment un Individu, si haut placé et tenu, parait-il, par le secret de l'instruction peut-il se livrer à une telle apologie du crime? On attend un démenti. En tous cas, les réquisitoires sont prêts depuis bel-le lurette. Les dossiers doivent être bien maigres pour que le 29 mars, Michel Padovani, qui était incarcéré depuis le 7 juin 1978 à Fleury, soit remis en liberte provisoire. Toutefois, il reste sous contrôle judi-ciaire à Bastia.

Par ailleurs, suite à la demande de récusation du sieur Aguiton comme magistrat et comme président de la chambre de contrôle permanent de l'instruction de la Cour de Sûreté de l'Etat, tout le tribunal a été renouvele, mais pas les juges et donc pas le juge Seguin. Aucune indication precise n'a encore été donnée sur les dates de procès.

A noter egalement que, d'après le préfet de Corse, Burgalat, « Il n'y a ni bar bouzes, ni police paral-lele en Corse ». Et la cinquantaine d'attentats vi-sant l'UPC et ses sympa-thisants? Tout le monde ourtant qu'ils navi guent dans les eaux nauséabondes du RPR, les artificiers et mercenaires de Francia.

La soirée de soutien aux emprisonnés qui a eu lieu à Marseille a été un grand succès, ça s'est bien passé également à Lyon. Une soirée est prévue le 6 avi Nice, allez-y nombreux. rée est prévue le 6 avril à

Des camarades de la ré gion parisienne ont envoyé un colis dans chacune des quatre prisons où se trouvent les patriotes. L'un vent les patriotes. L'un d'entre eux leur est revenu avec la double mention « refusé » et « interdit ». Il y avait dedans quelques z friandises, des cigarettes et avait dedans quelques deux ou trois livres. C'est interdit parce qu'il faut acheter sur place... il n'y a pas de petits profits!

«Nous habitons dans des citernes»



Les vide-ordures sont bouchés, mais les locataires n'ont toujours pas les containers qu'ils demandent, (Photo HR).

TELEVISION

Le chômage plutôt que le prince Charles

UE mettre à la une du journal télévisé ? Par quoi faut-il l'animer, si on a le choix entre un tiercé exceptionnel, un putsch militaire en Iran, le mariage du prince Charles, 100 morts sur la route du week-end, un voyage de Giscard au Mexique, l'augmentation du prix de l'essence, une explosion de gaz dans une HLM et le licenciement de 200 person-nes dans une usine? 44 % des télespectateurs choisi-sent le licenciement de deux cents personnes dans une usine. C'est le résultat d'un sondage révélateur réalisé par *Télérama* (hebdomadaire de télévision) et l'institut Harris

Plus que les commentai-res des journalistes spécialises, plus que les interviews des leaders syndicaux ou politiques, ce sont les repor-tages dans des familles de chômeurs qui sont efficaces pour expliquer les problèmes du chômage, selon 39 % des télespectateurs interrogés. 34 % des télespectateurs pensent qu'il n'y a pas assez de place accordée aux problèmes des régions,

dans les journaux télévisés. Il y a une « exploita-tion exagérée des discours el des catastrophes » pensent 34 % des télespecta-teurs. 26 % des réponses affirment qu'« il y a un trop grand respect pour les pou-voirs en place de la part des journalistes ». Le journal télévisé dit-il toute la vérité sur le nucléaire ? 65 % des réponses sont non. Le jour-nal télévisé dit-il toute la vérité sur le chômage ? 62 % répondent négative-62 % répondent négativement à cette question.

Au sensationnel, putsch militaire, mariage de prin-ce, voyage de Giscard — les télespectateurs préfèrent la vérité et l'information sur le chômage. Sur les questions du chômage et du nucléaire, ils ne font pas du tout confiance à ce qu'en disent les journaux télévi-

Le temps d'antenne ré-servé à l'information est en baisse. Entre 1974 et 1977, il est tombé de 35,8% à 27,1%. Les journaux télévisés ont été réduits de 13% à 10,7% les magazines d'actualité, eux, sont passés de 11,3% à 3,3%. Dans le même temps, la durée des jeux a fait plus que doubler : de 836 heures à 682 heu-res.

Les chaines réduisent tout ce qui est reportage, téléfilm pour diffuser de plus en plus de jeux et de vieux films déjà passés au cinéma. En période de crise, on essaie d'amuser la galerie Mais les télespectateurs ne marchent pas!

Léon CLADEL

Dans les appartements, dégâts causés par l'humidité! (Photo HR)

EST le samedi 24 mars que les habitants de Phobos, avec leur syndicat, la CSCV (syndicat du cadre de vie) ont invité la presse à venir écouter et voir ce qui se passe là-bas ; notre journal était invité...

Phobos: logements cons-Phobos: logements construits dans le haut d'une nouvelle zone urbaine de Montpellier appelée « La Paillade ». D'un côté, l'OPAC (ex HLM): cette cité est gérée par l'OPAC dont le directeur est monsieur Vignau (Parti socialiste), conseiller municipal et conseiller général depuis et conseiller général depuis quelques jours. Monsieur Vignau fait partie de « l'équipe » municipale dont le maire est monsieur Frêche (Parti socialiste).

De l'autre côté :

Les habitants de Phobos, dont 80% sont d'origine dont 80% sont d'origine maghrébine, qui participent à de nombreuses luttes. Exemple: ils ont été plusieurs à être actifs dans la lutte contre la fermeture d'écoles sur le quartier et n'acceptent pas d'habiter dans des « citernes »; c'est le mot employé par les habitants pour parier des appartements de Phobos, nous allons voir pourquoi. allons voir pourquoi.

UN LOURD PASSÉ

Phobos a été construit en 1970. Très vite, les habitants s'aperçoivent que la cité a été mal construite : dans la majorité des appartements, il y a une humidi-té incroyable et des moisissures (voilà pourquoi on parle de « citernes »). Certaines pièces ne sont pas habitables, ainsi une famille loue et paie pour un F5 environ 500 F mais ne peut habiter qu'une pièce. Les jours de pluie, certains locataires ont dû quitter leur

appartement et aller dormir ailleurs..., humidité, moi-sissures mais aussi des videordures qui se bouchent constamment car d'une capacité trop petite, des chauffages ne marchant pas pendant des mois.

Tout ceci, parce qu'on a réalisé beaucoup d'écono-mies lors de la construction (construction en pierres de Castries d'une épais-seur de 28 cm au lieu de 50, mauvaise isolation dans les cuisines, les salles de bain, absence de faiences, revêtements de sol mal joints, volets de mauvaise qualité, etc.)

En octobre 1977, tous les groupes politiques de la municipalité (PS, PC) sont alertés, pas de réactions ;

En février 1978, toujours rien;

Le 9 mai 1978, manifes-tation devant l'OPAC : des promesses sont fai-tes : les travaux doivent

commencer à l'automne Automne 1978 : rien ; Janvier 1979 : la direc-tion de l'OPAC prétend

que « cette situation a assez duré » et que les travaux vont commencer. Alors, c'est la peinture des cages d'escaliers, des façades, des travaux de serrurerie dans les caves, bref des travaux qui se voient de l'extérieur mais les habitants ne vivent pas dans les escaliers! Bien sûr, ces travaux étaient nécessaires mais pas priorital-res pour les habitants; l'OPAC a décidé unilatéralement, malgré les vives pro-testions des locataires. La direction de l'OPAC deman-de l'avis des locataires mais en fait décide seule : « Vous aurez ça, un point c'est tout », a déclaré un des responsables de l'OPAC lors d'une réunion avec les habi-

DU TAPE A L'OEIL ET DU PAS CHER

Des travaux ont donc été faits mais comment peintures sont mal faites, des aérateurs ont été placés dans les vitres des fenètres et pas dans les murs comme le demandaient les



Dans les appartements, dégâts causés par l'humidité!

A L'ACTION

Maurer et le ministère

des anciens combattants

périeure de l'appareillage du Ministère des Anciens com-

battants. Est-ce exact qu'un tel individu qui se vante d'avoir fait partie de la division SS Charlemagne, puisse avoir une telle responsabilité dans un ministère qui s'occupe des mutilés de guerre, surtout de ceux qui ont été déportés dans les

camps de la mort, qui ont été internés ? Dans un ministère qui conserve les archives de la déportation, sur quels critères

sont nommes les responsables ? Cela peut-il se faire sans la complicité de hauts dignitaires de l'Etat ?

UNDI dernier, Pierre Maurer se vantait de son

passé fasciste et nazi, affirmant blen fort qu'il le

restait. Outre que ce monsieur est doyen du cen-

tre hospitalier universitaire de Cochin (à Paris).

il serait également membre de la commission su-

La lutte des habitants et de la CSCV commence en 1976: l'OPAC constate les mauvaises conditions de logement mais ne bouge

En juillet 1977, c'est la première conférence de

habitants, les vide-ordures ont été bouchés mais pas remplacés par les containers demandés, les boites aux lettres enlevées et pas remplacées, les toitures « visitées » mais l'étanchéité de celles-ci pas retouchée. En fait, les travaux effectués sont les moins coûteux et les plus voyants.

Les vraies causes n'étant pas traitées, les conditions de logement seront toujours aussi difficiles mais alors on pourra dire que c'est la faute des habitants, que finalement ce n'est pas la peine qu'on s'occupe d'eux.

L'ACTION TOUJOURS

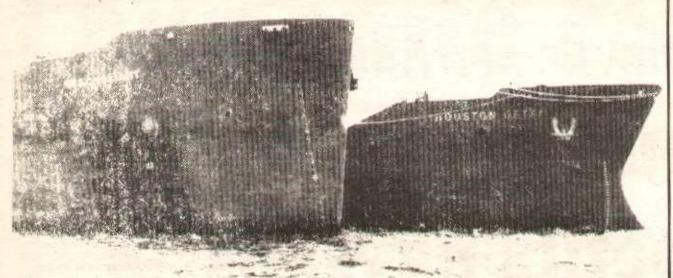
Les habitants et la CSCV repliquent : ils iront sur les marchés pour montrer avec des photos et des panneaux les conditions de logement à Phobos, ils se rendront à la mairie pour rencontrer ce monsieur Vignau, ce sont les premières actions envisagées... et les habitants ne sont pas à court d'idées.

Soutenons la lutte des habitants de Phobos.

Jeudi 5 avril à 20h40 sur Antenne 2

La première paie

HISTOIRE d'un premier emploi, l'histoire d'un jeune d'aujourd'hui. Il a seize ans, il est chômeur, il s'embauche comme apprenti ajusteur dans une petite boite de matériel de radiologie. Le film nous montre les rapports de ce jeune Pascal, avec sa famille, sa petite amie. Claudine, son patron. On y voit l'exploitation. « En tournant la première paie, j'ai souhaité raconter une histoire d'aujourd'hui et qui se passe dans le milieu populaire. » dit le réalisateur qui reve de refaire « le crime de monsieur Lange » de Renoir sur une coopérative ouvrière avant le Front populaire. Un film



Pollution dans la baie de Douarnenez : 20 tonnes de pétrole se sont échappées des soutes du Sea-Valiant après le tamponnage avec un bateau hollandais, le Smit-Lloyd. Les 70 000 tonnes que transportait ce pétrolier venaient juste d'être transbordées dans un autre navire.

SPIRAM (TOULOUSE)

Batmal refuse de céder

Unité et solidarité doivent s'amplifier!

EPUIS le 8 mars pour Muret et le 19 mars pour Colommiers, les deux usines Spiram sont en grève pour 2 500 francs net, l'amélioration des conditions de travail, le renvoi de l'ex-inspecteur du travail devenu adjoint du chef du personnel. Batmal, refuse toujours de céder consentant simplement à réfléchir sur la possibilité de changer l'heure de la pause. De plus, il a commencé une procedure de licenciement SONACOTRA (REIMS) contre une vingtaine d'ouvriers dont les délégués CGT-CFDT sur les deux usines. Mais la grève se renforce. Loin de se résigner et faiblir, les grévistes s'organisent.

Des équipes font des collectes, d'autres préparent les repas, d'autres fabriquent des foulards de laine pour les vendre. La semaine dernière, un gala de soutien organisé par la CFDT réunissait plus de trois cents personnes à Colommiers. Dans une atmosphere chaleureuse, les grévistes ont témoigné de leurs conditions de travail et parlé de leur conflit.

De nombreuses sections syndicales sont venues apporter leur soutien, des motions, des collectes. Les travailleu-ses de Muret ne sont pas venues au gala, la CGT refusant de s'y associer. Mais cela c'est l'UL qui l'a décidé sans tenir compte de l'avis des syndiqués. La preuve : la section CGT de Colommiers était d'accord pour cette soirée et s'y trouvait présente

Face à un même patron, engagées dans un même conflit, les ouvrieres de Muret et Colommiers ont tout in-térêt à resserrer leurs liens, faire des assemblées générales communes, des actions communes de popularisation, d'appel au soutien.

Autre problème : la solidarité de la branche. Certes, un tract a été distri-bué, un débrayage d'une heure a eu lieu et c'est une bonne chose, mais comment mobiliser davantage?

Quant au soutien, il doit s'amplifier jusqu'à la victoire de Spiram. Au gala, le syndicat CFDT des PTT a exprimé clairement cela: « Nous avons connu un demi-échec malgré quarante jours de grève car il n'y a pas eu un élargissement de la grève. Ca ne doit pas se sement de la grève. Ca ne doit pas se répéter pour vous. Il faut le soutien et la mobilisation de toute votre bran-che et de tous les travailleurs ». Le message du PCML insistait lui aussi sur la nécessité de combattre toutes les divisions entre les usines, entre les syndicats, lutter contre l'inaction et la passivité.

Ainsi pour l'ensemble de l'assistance, la nécessité de l'unité et de la solidarité comme clef du succès apparaissaient nettement. C'est dans cet esprit que furent vivement applaudis la présence de la section CGT de Colommiers ainsi que les différents messages de soutien CGT-CFDT faits unitairement. Et c'est en sulvant cette voie que les Spiram pourront arriver à la victoire.

Près de 500

aux côtés des

De notre correspondant à Reims

FIN de riposter à la deman-de de la Sonacotra d'expul-

ser 100 résidents des deux

foyers de Reims, le juge-ment devant être rendu le

4 avril, ce sont de nouveau 400 à 500

travailleurs français et immigrés qui ont répondu à l'appel des comités de

résidents et du comité de soutien. Etaient présents : l'UIS-CFDT, des sec-

tions syndicales CGT, le PS, l'UCF, le CPAC, la LCR, le PCML, le comité

contre la circulaire Bonnet. Le défilé

caux du journal l'Union (journal local)

où un communiqué fut porté. Ce jour-

immobilisa un instant devant

résidents

nal est le porte-parole de la Sonacotra et ne fait passer aucune information des résidents, bien que géré par la droite et la gauche. « Union, journal raciste! » tel fut le sentiment exprimé. A la fin de la manifestation, les résidents remercièrent tous ceux qui avaient apporté leur soutien et déclarèrent que prochainement un meeting commun CFDT-CGT de soutien à la lutte aurait lieu avec la participation bien entendu des comités de résidents. Il est à noter que la Sonacotra a demandé aux comités de résidents de Reims de la rencontrer à Metz. Cette initiative s'inscrit comme tant d'autres dans le but de diviser les résidents en lutte foyer par foyer ou région par région, mais ces tentatives se heurtent au principe intangible : la reconnais-sance du Comité de coordination national.

A cette étape actuelle de la lutte, nous devons continuer à renforcer le soutien et être prêts à riposter à toute éventuelle expulsion que pro-noncerait le juge des référés. Que tous, Français et immigrés, organisations syndicales et politiques, redou-blent d'efforts en ce sens.

BREST

Nouvelle victoire contre la circulaire Bonnet

De notre correspondant de Brest.

OUVELLE victoire contre la circulaire Bonnet : les étudiants brestois obtiennent la remise de neuf cartes de séjour pour des étudiants étrangers menacés d'expulsion. A l'appel du comité de défense des étudiants étrangers, les étudiants brestois ont mené une grève d'une semaine contre les menaces d'expulsion pesant sur une dizaine d'étudiants etrangers.

Le lundi 26, ils organisaient une manifestation avec le soutien des organisations syndicales et politiques. Cette manifestation regroupa 1 500 à 2 000 personnes et leur permit d'obtenir une entrevue le lendemain à la sous-préfecture.

Mercredi matin, la délégation du comité de défense obtenait de la préfecture de Quimper la délivrance immédiate de sept cartes de séjour et l'assurance de la délivrance de deux autres (dont les dossiers sont pour l'instant incomplets).

Réunis en assemblée générale l'apres-midi, les étudiants brestois décidaient, dans une ambiance de victoire, la reprise des cours. Ils terminaient leur action par une manifestation devant les locaux du Télégramme, quotidien local, aux cris de « télé-télégramme, information bidon / » protestant ainsi contre les comptes-rendus hostiles à leur lutte

parus dans ce journal. Après Rennes, c'est une nouvelle victoire contre la circulaire Bonnet. Cependant les étudiants brestois sont conscients que ce n'est qu'un pas et que c'est l'abrogation pure et simple de cette circulaire raciste qu'il faut obtenir, car ils n'ont pas pu avoir satisfaction pour la délivrance de la carte de séjour d'un étudiant algérien dont la décision ne dépend pas du Finistère

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles réglements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxqueiles nous avons a faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs réglements le plus rapidement possible.

LA COURNEUVE (région parisienne) Meeting de soutien à Sonolor

Les licenciements ont été refusés par l'inspection du travail. Le 27 mars, le tribunal des référés a désigné un médiateur. En prévision d'une expulsion des travailleuses par les flics, une sirène a été mise en place pour avertir la population de la ville.

CLERMONT-FERRAND

94 licenciements à SMG (Société métallurgique de Gerzat), 69 licenciements à Mont-Louis.

Comment gagner contre les licenciements ?

Réunion-débat à Gerzat, jeudi 5 avril, foyer des personnes ágées, rue S. Charrier, avec un camarade responsable CGT des Tanneries

Partageons nos expériences, unissons nos luttes. Réunion-débat organisée par la cellule G. Monmousseau SMG-Gerzat du PCML

Le n° 19 de Prolétariat va paraître

Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an: 52F Soutien: 80F

Cellules et sections : ajustez vos commandes... et payez vos dettes. Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM				à			÷			-	Ų,			ï			1		7	ï	ï	
PRENOM	4					6	-		N.	7	6	4	+	i	i					÷	+	
Lieu de travail.		7			-	,			,		,			,		-			,			
Adresse			¥				٠	÷	÷	-				+	٠	-	-	ï		×	16	
Code postal										_	ļ,							ı	ı			

(A retourner à la hoite postale de l'Humanité

La Spiram (Toulouse) discussion avec des non-grévistes. (Photo HR).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP: 61 75861 Paris cédex 18 CCF: 30 226-72 D La Source Tel: 205-51-10 (répondeur) :

Director de publication : Andy Bruesi Commission particire No 57 932 Distribution NaIPP Imprimerie La Nouvelle Deput legal for (rimestre 1979

Le 23 mars dernier, le virus de la fièvre est détecté dans une porchérie à Saint-Germain-du-Pert (Calvados). Venu là par quel hasard? On ne sait. Peut-être apporté d'Espagne où le virus sévit de façon endémique. Peut-être venu d'Afrique avec des oiseaux migrateurs. Peut-être resssurgi de vaccins de mauvaise qualité.

Le 25, trois nouveaux cas à quelques kilomètres : La Combe, Castilly, Ecrammerville. Le 2 avril : 17 exploitations touchées. Du Calvados, la fièvre aphteuse a gagné le département de la Manche.

LES MESURES PRÉVENTIVES

Pour empêcher l'extension de l'épizootie, la préfecture de la région a mis en place un triple cercle pour isoler les zones touchées: zones de séquestration, zones d'interdiction, zones d'observation. Les marchés du Calvados, de la Manche, suivis de tous les départements de l'Ouest ont été fermés. Sur les routes et les chemins, à l'entrée des fermes, on a mis en place des bains désinfectants de chlore pour les piétons (« pédituves ») et pour les véhicules (» roto-

Chacun reste chez soi. Même le facteur ne vient plus dans la cour de la ferme. Tous les vétérinaires sont mobilisés pour vacciner d'urgence. Renouvellement du vaccin annuel ou vaccination des veaux d'un an. Les vétérinaires ne savent plus où donner de la seringue. Débordes. Pourquoi les paysans ne vaccineraient-ils pas eux-mêmes? Tout simplement parce qu'ils n'en ont pas le droit. Il existe, en effet, un mono-

Il existe, en effet, un monopole des vétérinaires : eux seuls peuvent effectuer (et vendre!) les vaccins. Le sérum n'est pas gratuit, son application non plus. Dans le Calvados, ces temps-ci, les vétérinaires font des affaires d'or! En plus, avec ce « monopole », les animaux restent des jours, voire des semaines, sans être vaccinés.

A QUI MALHEUR PROFITE

Les mesures d'isolement des élevages, rigoureusement appliquées, sont importantes pour enrayer la contagion. Sont-elles bien respectées? Il est au moins une catégorie de gens qui s'agitent et qui circulent beaucoup dans le coin par les temps qui courent, je veux parler des marchands de bestiaux.

Pour eux, de grosses affaires en perspective que cette fièvre aphteuse. Ca va faire monter les cours. Its battent la campagne — qu'importe la contagion — à la recherche de bons coups à faire. Ils tentent, par exemple, d'acheter à des prix dérisoires des bêtes que certains paysans, pris de panique, sont tentés de vendre. Quand la fièvre aphteuse sera enrayée, ils viendront peut-être les revendre à des paysans dont les bêtes auront été abattues.

Face à ces escrocs, la vigilance s'organise. Dans le canton de Saint-Jean-de-Daye (Manche), les paysans se sont organisés pour faire la chasse aux maquignons sans scrupules. Gare à eux si on les coince! Ils risquent aussi de tomber sur une des innombrables patrouilles de gendarmes qui quadrillent la région. Pour empêcher le trafic, il a même fallu bloquer les accès du marché de l'Aumaillerie à Fougères, où certains marchands de vaches comptaient écouler en douce leurs mar-

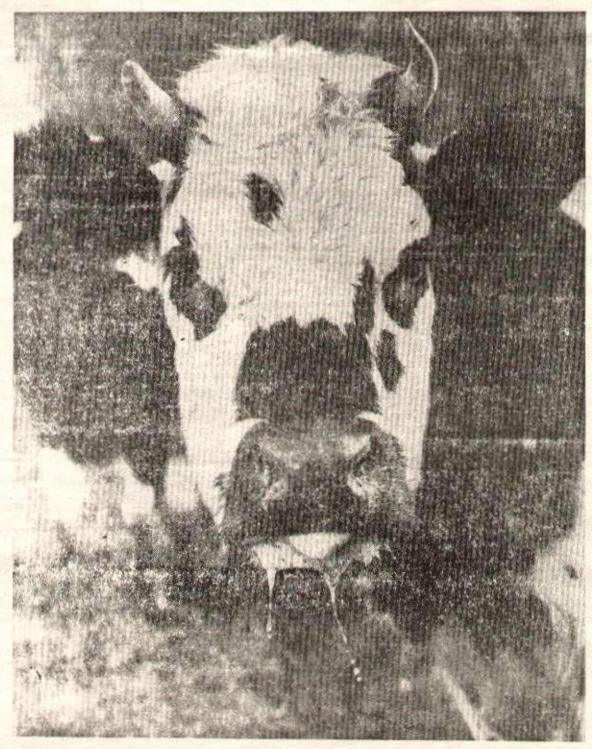
LES BETES QU'ON ABAT

Les services vétérinaires pro-

FIEVRE APHTEUSE

Coup dur pour les petits paysans mais pas pour tout le monde!

N mal qui répand la terreur. Les animaux se mettent à baver, la gueule se remplit de cloques et les yeux brillent de fièvre : c'est la fièvre aphteuse. Cette maladie terriblement contagieuse avait pratiquement disparu depuis le printemps 1974 au cours duquel elle frappa les départements bretons. Aujourd'hui, à nouveau, dans le Calvados et la Manche, on abat les bêtes malades. Aujourd'hui, à nouveau, marchés fermés, circulation et rassemblements déconseillés, sinon interdits.



Une vache atteinte de fièvre aphteuse : les animaux se mettent à baver.

cèdent comme le précise froidement un décret de 1961 à « l'abattage systématique de tous les animaux atteints et de tous ceux contaminés, même s'ils ont été dûment vaccinés ».

On procède à l'extermination de tout ce qui vit sur la ferme. Veaux, vaches, cochons... Ni le chien, ni le chat, ni les poules ne sont épargnées. Puis le camion bâché part déverser les bêtes mortes dans la chaux vive au creux d'une carrière.

Le paysan n'est pas resté assister à l'effondrement soudain d'une vie entière de travail. Pourtant, la proportion des bêtes malades est souvent infime : dans le Morbihan, sur 2 325 animaux abattus (2 200 porcs, 125 vaches...), il n'y avait que 16 porcs et deux génisses effectivement malades (Ouest-France du 2 avril 1974). Pour de nombreux paysans, cet abattage systématique est difficile à admettre.

Il est pourtant indispensable. Selon les services vétérinaires, toute bête saine, même vaccinée, reste porteuse de germes si elle a été en contact avec des bêtes malades. 35 000 bêtes ont ainsi été abattues en Bretagne en 1974. Pas toujours d'ailleurs avec beaucoup de discernement. L'abattage était fait sur des critères de propriété et non de proximité. Les bêtes éloi-gnées de plusieurs kilomètres point d'infection étaient abattues parce qu'elles appartenaient au même propriétaire, par contre les bêtes se trouvant dans des batiments mitoyens, mais de propriétaires différents, n'étaient pas éliminées !

Incohérences, manque de discernement, administration brutale et sans mesure, c'est tout cela qui motive les protestations : telle la réunion des maires et des paysans du canton d'Isigny, telle la demande du Modef qui réclament « l'arrêt des abattages inconsidérés ».

INDEMNISES. QUI ? QUAND ? COMMENT ?

"Il faut une vie entière pour constituer un bon cheptel ». La valeur marchande des bêtes n'est qu'une partie de la perte que subissent les paysans, les efforts faits pour sélectionner un troupeau sont réduits à néant. Il faudra de longs mois pour remettre en route la production. Pour ceux dont le troupeau a été abattu, il est normal que les indemnités soient calculées en fonction du manque à gagner et de la valeur de remplacement.

Quatre millions de francs ont été versés par l'Etat, les syndicats demandent que les indemnisations se fassent rapidement. Ils demandent d'autre part qu'il y ait report d'échéances, en ce qui concerne les paiements des annuités au Crédit agricole, un report des fermages, des diverses cotisations. Ces mesures concernent les paysans qui ne peuvent actuellement vendre leur production, quoique n'étant pas directement touchés.

Comme pour les indemnités sécheresse, la distribution de l'argent de l'Etat risque évidemment d'être très « inégale ». A quoi cette somme sera-t-elle utilisée? A spéculer pour certains gros paysans, c'est probable! D'autres, au contraire, n'auront que juste assez pour reconstituer quelque chose d'équivalent à ce qu'ils avaient avant.



Zone atteinte par la fièvre aphteuse.